

# Le prolétaire

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI :** la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL  
DU PARTI COMMUNISTE  
INTERNATIONAL  
(Programme Communiste)**

Mai 1967 — 5<sup>me</sup> Année — N° 43

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.  
Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB  
Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert  
C.C.P. 2202-22 Marseille

## La guerre du Vietnam

### Utopies démocratiques et internationalisme prolétarien

**D**EPUIS près de trois ans, les U.S.A. tentent de paralyser et finalement d'écraser l'insurrection nationale vietnamienne en recourant à la torture systématique, froidement progressive, d'un peuple tout entier, que lui permet son écrasante supériorité économique, et donc militaire. En vain jusqu'ici.

L'insoutenable horreur d'une intervention militaire conduite avec la sauvagerie habituelle des conquêtes coloniales, mais avec la puissance technique engendrée par l'"automation", soulève dans le monde un concert de protestations hypocrites ou naïves. Cela est par trop "monstrueux", "inexplicable" "absurde", "dangereux" ! Il faut que cela cesse au plus vite et que le cours "normal" des choses reprenne enfin : que les peuples sous-développés acquièrent tous la suprême dignité de l'indépendance nationale, que la paix soit assurée !

Sous l'apparente diversité des discours de droite ou de gauche en faveur du Vietnam, depuis les sages admonestations des hommes d'Etat ou des politiciens professionnels jusqu'aux vociférations "radicales" des "extrémistes" chinois, on retrouve toujours ce fond commun. Au cours du meeting pacifiste qui rassembla le 15 avril dernier, à New York et Los Angeles, quelque 200.000 manifestants (dont un grand nombre de noirs), le pasteur Luther King résuma ces positions communes en déclarant : « Plusieurs millions de patriotes américains rejettent cette guerre et refusent d'en assumer la responsabilité morale. Notre nation devient de plus en plus un objet de mépris dans le monde entier. Le respect que nous avons gagné à l'époque où la voie que nous suivions était juste se perd rapidement. Les Américains n'ont pas hésité à sacrifier leur vie dans bien des batailles où d'authentiques intérêts américains étaient menacés. Dans son sens le plus profond, l'immoralité de cette guerre réside dans le fait tragique qu'aucun intérêt américain vital n'est en danger ».

En somme, selon Luther King (mais qui le désavouera ?), l'Amérique s'est acquise le "respect" de l'humanité en participant à la "juste" guerre anti-fasciste pour la démocratie, la liberté et l'indépendance des colonies (promise dans la Charte atlantique en 1941)... tout en défendant ses honnêtes intérêts (lan-

gage familial aux "communistes" français qui souhaitent eux aussi l'indépendance des colonies au nom des "intérêts bien compris" de la nation) ; sans doute a-t-elle encore accru ce respect en fondant l'O.N.U. et en jouant du libéralisme bienveillant à l'égard des premiers mouvements d'indépendance nationale en Afrique et en Asie qui coïncidaient précisément avec l'écroulement des empires coloniaux traditionnels (l'Angleterre et la France conservent encore le cuisant souvenir de la faillite de l'expédition de Suez, en 1956). Mais aujourd'hui, par le seul aveuglement entêté des gouvernants américains, comme dirait Ho Chi Minh lui-même, qui parle le même langage que le pasteur Luther King, tout cela est remis en question, le mépris succède au respect et sans même qu'aucun "intérêt vital"

américain ne soit en jeu.

Dans cette présentation des faits propre au crétinisme démocratique, il n'y a rien qui soit exact. Et l'erreur, en politique, condamne à l'impuissance.

La guerre impitoyable menée par les Etats-Unis au Vietnam n'est pas un accident, encore moins une erreur. L'erreur et l'absurdité se trouvent exclusivement dans le camp du démocratisme petit-bourgeois, qui a par malheur gangrené le mouvement ouvrier international et qui restera toujours sourd aux leçons de l'histoire, même si elles sont sanctionnées par les millions de cadavres accumulés par deux guerres mondiales entrecoupées de répressions coloniales, par l'oppression et la faim croissantes des peuples indépendants du tiers monde.

(Suite en page 4)

## Remèdes bourgeois à la crise capitaliste

Au cours d'un "colloque" tenu le mois dernier à Paris, et dont "Le Monde" du 11-4-67 a donné un ample compte rendu, un aréopage composé d'éminents spécialistes — professeurs, économistes, etc... — a proposé d'utiliser prioritairement les crédits de la Sécurité Sociale à la reconversion professionnelle des victimes des "reconversions" industrielles et, d'une façon plus générale, à l'aide à fournir aux chômeurs. Sans prétentions bien grandes (ne nous dit-on pas dans ce compte rendu "qu'il n'est pas possible de couvrir pour tous et intégralement TOUS les risques" et que "les mesures envisagées porteront certainement atteinte aux droits acquis" ?), ces suggestions, quelles que soient leur chance de succès auprès des autorités, n'en constituent pas moins un reflet fidèle des préoccupations actuelles des sphères dirigeantes.

Pour montrer ce que peuvent valoir, du point de vue des intérêts ouvriers, de telles mesures, nous ci-

terons ci-dessous quelques passages d'une brochure intitulée "Réflexions d'un ouvrier noir" de James Boggs (Editions Maspero) qui donne des détails saisissants sur les conséquences implacables, aux Etats-Unis, des maux que notre "colloque" parisien s'est mis en tête de conjurer.

Face au chômage qui prit des proportions imposantes aux U.S.A. autour de 1955, la réaction syndicale a été identique à celle de la C.G.T. en France au moment des premiers licenciements chez Renault et à celle de la C.G.I.L. en Italie, qui siégeait officiellement et en permanence dans les commissions destinées à désigner les chômeurs.

« Après avoir accepté d'envisager le chômage comme un phénomène permanent — écrit J. Boggs — le syndicat s'est embarqué sur un programme global qui consiste à faire quitter l'usine au plus grand nombre possible d'ouvriers en in-

(Suite en page 4)

## DES OUVRIERS SE REBIFFENT CONTRE LES CAPITULATIONS DES SYNDICATS

Les récentes grèves dans la région lyonnaise ont été caractérisées par une revendication qui se retrouve avec régularité dans toutes les agitations sociales depuis le début de l'année — la "garantie de l'emploi" — et qui exprime l'inquiétude des ouvriers devant les menaces grandissantes de chômage. Comme dans ce domaine le système de production capitaliste est incapable d'offrir même l'ombre d'une "garantie", tous ces conflits achoppent sur le débat du montant du salaire. De ce débat les salariés sortent régulièrement battus, faute de réaliser des mouvements d'ensemble et d'y apporter la volonté ardente de vaincre. Cette carence est due, pour la plus grande part, à l'attitude des organisations syndicales : celles-ci, chargées par définition d'éclairer les ouvriers, d'élargir leur expérience immédiate jusqu'à la notion de leurs intérêts généraux de classe, s'attachent au contraire à réduire les dimensions des conflits, à faire des épreuves subies par les travailleurs de simples conséquences de l'égoïsme patronal encouragé par la politique antisociale du gouvernement. Les vraies causes de l'impuissance

A propos d'autres agitations récentes nous avons déjà montré que l'intransigence patronale et sa méthode désormais quasi-permanente de riposte à la grève par le lock-out constituent, plus encore que les données statistiques, des indices significatifs des difficultés économiques que ce patronat sait devoir affronter sous peu.

Pendant plus d'une décennie, les entrepreneurs capitalistes ont pu liquider les grèves par des concessions minimales ; tandis que les syndicats opportunistes célébraient ces concessions comme autant de "victoires" appréciables, la tactique patronale, tout en enrayant le

déclenchement possible de vastes conflits sociaux, concourait efficacement, par la forme même des "avantages" accordés — augmentations discriminatoires, hiérarchisées, primes, etc... — à diviser et à désarmer la combativité ouvrière. Sur la base de cette politique de compromis et de transactions, l'opportunisme syndical a vécu ses plus belles années. Il prétendait progresser victorieusement vers l'unification des catégories exploitées ; il accusait en réalité un repli inexorable aussi bien dans le domaine de l'action que dans celui de la propagande et de l'idéologie : reculant de la grève illimitée aux mouvements partiels, abandonnant la stratégie à l'échelle nationale pour s'enfermer dans les guéridons d'entreprises, renonçant à toute critique du "bien-être" bourgeois pour célébrer un incessant "progrès social", faisant de la négociation le but de la grève à la place de la satisfaction pure et simple des revendications posées ; préparant en un mot les conditions dans lesquelles le patronat aurait tout loisir de frapper de grands coups.

Cette dernière perspective s'est réalisée à peu près simultanément aux grandes "options" de la politique générale du capitalisme : marché commun, concentrations

présente du prolétariat résident en réalité dans la capitulation des syndicats qui ne sont plus des forces de lutte, mais des organismes de contestation, et dans leur idéologie qui n'est plus prolétarienne, mais opportuniste et de collaboration de classe.

Il arrive quelquefois qu'un nombre assez considérable d'ouvriers se trouve amené, par la force des choses, à se dresser contre les résultats pratiques de cette politique des syndicats, comme ce fut le cas lors de la grève de la Rhodiaceta à Lyon-Vaise. Leur réaction est alors un symptôme d'une grande importance puisqu'il montre que les catégories les plus combattives de la classe ouvrière ne peuvent se résigner indéfiniment aux capitulations signées par leurs propres chefs. Elle ne se traduira pourtant en termes d'action que lorsque ces mêmes fractions ouvrières en rébellion contre l'opportunisme comprendront le caractère général et inéluctable de la crise qui, progressivement, gagne de grands secteurs de l'économie capitaliste.

### DES RELENTS DE CRISE

supra-nationales, etc... Dans les secteurs ou régions qui accusent un ralentissement d'activité, le patronat a maintenant les mains libres : il coupe court aux escamouches grévistes par le lock-out ; il tient la dragée haute aux responsables syndicaux qui quémangent de "véritables discussions" ; il obtient, par la seule levée du lock-out, la reprise du travail sans conditions. Que cette attitude, comme nous nous sommes déjà attachés à le souligner, témoigne essentiellement de la volonté patronale de "garantir ses arrières" en prévision des difficultés économiques à venir, c'est une chose que la grande presse ne songe même plus à cacher. Il s'agit, pour la bourgeoisie capitaliste, d'aborder ces difficultés avec un prolétariat hors de combat ou, pour le moins, incapable des mouvements d'ensemble qui, étant donnée la précarité prévisible de la conjoncture économique proche, risqueraient de perturber profondément un rapport social des forces jusqu'ici exclusivement favorable au capital. Naturellement, les délicats porte-parole du capitalisme ne disent pas ces choses d'une façon aussi vulgaire ; avec un peu de soin, il n'est toutefois pas impossible de les découvrir entre leurs lignes. Ainsi, « Le Monde » du 22-3-67 écrivait

à propos de l'accord survenu après la grève de Rhodiaceta dont nous parlerons plus loin : « Dans l'état actuel du marché des textiles artificiels, où la concurrence étrangère est active et où la Rhodiaceta est en train de perdre une sorte de monopole, ainsi que devant les perspectives des difficultés qui pourraient surgir à partir de juillet 1968, lors du plein fonctionnement du marché commun, ce protocole d'accord représente une base importante ». Cet aveu est précieux.

Il nous confirme que le patronat, au travers des tactiques présentes, se préoccupe avant tout de s'assurer des positions de force en vue des "difficultés économiques" à venir. En d'autres termes, il s'efforce d'avoir, du côté syndical, les mains libres pour opérer les "reconversions nécessaires", c'est-à-dire jeter sur le pavé, au moindre frais, la main-d'œuvre inutile ou périmée et sans craindre la colère de la classe qui fait les frais de la crise après ceux de la "prosperité". Dans de telles conditions, réclamer, comme le font les syndicats, de "loyales discussions", pour débattre le montant de l'équivalent monétaire de la ruine de la force de travail salariée se a le comble de la bêtise si ce n'était

(Suite en page 2)

## Réunions de sympathisants et lecteurs

A MARSEILLE

### Où va la Chine ?

(une analyse à la lumière du marxisme)

LE SAMEDI 3 JUIN, A 21 HEURES  
au siège du journal :

7, Cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage)

LECTEURS ET SYMPATHISANTS

SONT CORDIALEMENT INVITES A Y PARTICIPER

# Des ouvriers se rebiffent

(suite de la page 1)

déjà le comble de la trahison. Il ne s'agit en effet que d'une chose : les prolétaires se laisseront-ils battre "en détail" par l'offensive patronale ou la tiendront-ils en respect par un front compact ?

Si la tactique actuelle des employeurs a été jusqu'ici couronnée de succès, c'est en raison directe de l'attitude même des organisations syndicales qui, au lieu de regarder la réalité capitaliste en face, et de se préparer de leur côté à l'affronter à la façon prolétarienne, c'est-à-dire par une riposte générale de classe, s'acharnent à n'y voir que les effets d'une politique gouvernementale contingente exclusive au "pouvoir des monopoles", que la "mauvaise volonté" d'une fraction du patronat. (A l'autre fraction, B. Fraichon ne promettait-il pas, à la veille des élections, l'aide du nouveau gouvernement, en cas de victoire de la "Gauche" ?) Mais l'entêtement patronal à ne pas satisfaire les revendications ouvrières n'est pas un "caprice" d'employeur, c'est l'expression d'une discipline de classe de tous les exploités qui veulent à tout prix être les maîtres absolus de l'emploi et du réemploi afin de réaliser la plus grande résistance possible à la concurrence internationale de la conjoncture qui s'ouvre. Ce sont là des exigences propres à toutes les fractions de la bourgeoisie et à toutes les entreprises capitalistes du monde. Or

## PROLONGATION

Dans les revendications posées par le personnel de la Rhodiacta — garantie de l'emploi et augmentation des salaires —, le point brûlant était évidemment le second. Concernant la première revendication, les paroles de la "négociation" ne pouvaient guère accoucher que de quelques formules creuses ou de dispositions illusives. Dans le protocole d'accord signé entre syndicats et patrons figurant bien certaines propositions telles que la communication aux représentants ouvriers d'un plan de production pour trois mois, des mesures permettant le groupement des journées chômées de telle sorte que puisse fonctionner le Fonds paronatal de chômage qui n'indemnise à 50 pour 100 qu'après trois journées consécutives de non-emploi, la promesse qu'en cas de mutation d'emploi les salariés intéressés conserveraient pendant quelques mois leur ancien salaire qualifié. Ce n'était là que quelques palliatifs incapables, même de freiner la dégradation de la force de travail qui, en régime capitaliste, est la rançon inévitable de tout perfectionnement de la technique productive ou de toute aggravation de la concurrence. Ces "garanties" apparaissaient d'ailleurs tellement minces que les syndicats, après avoir signé le protocole d'accord, attendaient de la mansuétude patronale qu'elle veuille bien, en matière de salaires, leur donner quelque chose à mettre sous la dent des ouvriers. Mais c'était précisément de là que devait surgir l'exaspération d'une partie du personnel.

Il est fatal que le syndicalisme actuel, dominé comme il l'est par une idéologie non prolétarienne mais petite-bourgeoise, adopte dans la pratique des modes d'action et des formules revendicatives qui favorisent les catégories de salariés riches au détriment des catégories les moins payées. Le sacrifice délibéré des revendications des véritables prolétaires d'usine de la Rhodiacta s'inscrivait déjà dans l'énoncé des revendications posées. L'augmentation de salaire réclamée, qui primitivement se montait à 5.000 anciens francs pour tous les salariés de l'entreprise, se transforma ensuite, et par la volonté des syndicats, en revendication de 5 pour cent d'augmentation pour aboutir en fin de compte à un accord sur le chiffre de 3.80 pour 100. Il n'est pas nécessaire d'être ferré

La conclusion est succincte et claire. Le raidissement patronal, dans les branches touchées par les grèves lyonnaises comme dans toutes les autres branches, découle des perspectives d'une crise dont les prémices sont déjà vérifiables. Les défaits ouvriers sont les résultats d'une orientation syndicale tournée non vers la lutte, mais vers la compromission. L'impuissance des travailleurs à renverser les termes de cette situation provient en définitive de ce que bourgeois et opportunistes conjuguent leurs efforts pour cacher l'ampleur inévitable et la férocité implacable de l'opposition entre leurs intérêts et ceux du patronat capitaliste. Toute grève n'est qu'un aspect local de ce conflit : si elle n'est pas appuyée par toute la classe ouvrière elle succombe

ces conditions objectives, l'opportunisme syndical veut absolument les ignorer : il n'en est pas à une contradiction près et ferme délibérément les yeux sur les conséquences de l'abaissement des frontières après avoir fait du "libre commerce" entre tous les pays" le triomphe d'un "socialisme" irrelaté. En fait, cette cécité à des causes bien présentes et qui résident dans la crainte panique de l'alternative capitale qui se présente à nouveau et ne connaît que deux issues : ou la passivité totale devant les effets dramatiques mais logiques de la concurrence inter-impérialiste, ou la lutte résolue pour en finir avec le système qui les engendré.

Il y a belle lurette que nos "communistes" et autres progressistes placés à la tête des syndicats ont, quant à eux, fait leur choix. Le drapeau du prolétariat, dans cette conjoncture, c'est d'avoir lié son sort aux préoccupations mesquines d'une corporation de fonctionnaires syndicaux. Assez clairvoyante pour savoir que toute reprise de la lutte de classe créera le climat idyllique de ses rapports cordiaux avec les patrons, assez sotte pour se prendre elle-même aux lieux communs qu'elle sert aux ouvriers, cette corporation présente des caractéristiques sociales d'origine indéniable. Elle a des rapports sociaux actuels, une conception qui est propre à toutes les classes non-prolétariennes et qui exprime tout à la fois la haine du grand capital et la peur d'une révolte des

## "SAUVAGE" DE LA GREVE

en mathématiques pour voir que toute revendication formulée en pourcentage est profondément défavorable aux catégories déjà peu retribué. Devant pareille formule revendicative l'amertume de ces catégories est d'autant plus légitime que ce sont elles, généralement, qui appartiennent aux mouvements de grève la plus grande activité et la plus grande combativité.

Ces catégories, à la Rhodiacta, étaient représentées par les équipes dites "4x8", quelque 1.200 ouvriers à propos desquels la grande presse a bien voulu souligner qu'ils accomplissaient dans l'usine les tâches les plus rudes sous une discipline draconienne. Ces "4x8" furent d'abord imposés aux syndicats la sauvegarde des moyens de lutte, c'est-à-dire le maintien des piquets de grève pendant que se déroulaient les tractations avec le patronat. La dissolution de ces piquets était en effet la condition que posait le syndicat patronal des Textiles artificiels avant de daigner se réunir à Paris, la Rhodiacta se retranchant derrière son "autorisation" pour ne pas traîner. La merveille de la savante tactique qui prétend imposer au patronat la "négociation" réside en ceci que cette négociation implique au premier chef le démantèlement de la grève.

Par la ferme volonté des "4x8", les piquets de grève furent donc imposés au patronat... et au syndicat. En dépit de cette modeste victoire de la fraction la plus ouvrière du personnel, il fallait tôt ou tard passer sous les fourches caudines et l'accord fut signé sur le chiffre indiqué plus haut. Mais alors que les responsables invitaient les ouvriers à reprendre le travail, les "4x8", indignés, se refusèrent à libérer l'entrée de l'usine de Vaise et en fermèrent les portes ; dans les autres établissements, à Belle-Etoile notamment, leurs piquets restèrent en place encore quelques jours. Il n'était évidemment pas possible à une seule catégorie, fut-elle particulièrement combattive, de relancer la grève. La reprise du travail eut donc lieu à Vaise le lendemain des incidents à la faveur d'une lassitude et d'un découragement de tous les salariés après une "victoire" dont chacun se laissa aller à se désoler.

Bien entendu les journalistes distingués de la grande presse, qui avaient précédemment souligné la

inévitabilité devant des patrons appuyés, eux, par toute leur classe. Seule la claire conscience de ces faits peut aider à remonter le courant de découragement et de division des ouvriers sur lequel opportunistes et patrons coalisés comptent ferme pour "faire accepter" la crise au prolétariat. Contre la bureaucratie syndicale, les ouvriers seront fatalement amenés, à l'instar de ceux de la Rhodiacta, à revendiquer le droit d'exprimer leur propre volonté : il leur reste encore à apprendre que ce droit se confond avec la ligne révolutionnaire de classe et qu'il exclut donc le "droit" que se sont arrogés les dirigeants opportunistes devenus agents du capitalisme au sein du prolétariat.

classes exploitées. Dans l'optique petite-bourgeoise, les rapports capitalistes de production et leurs catégories inséparables — salariat, profit, accumulation — constituent un système naturel et éternel. Les contradictions que ces rapports contiennent ne sont que des accidents à surmonter, des anachronismes à éliminer. Par le canal de l'opportunisme réformiste, cette idéologie s'est infiltrée dans tout le mouvement prolétarien, tant syndical que politique, et y a conquis un droit absolu de cité. Aujourd'hui, la tribune et la presse syndicales sont le domaine réservé de cette sottise triomphante. Bonnes et sous-bonnes entendent donner aux capitalistes des leçons de gestion, leur apprendre à conjurer la crise, les persuader que, s'ils voulaient bien, ils pourraient tout à la fois satisfaire les revendications ouvrières et abaisser leurs coûts de production, donner du bien-être à leurs salariés et investir du capital ; en somme concilier les inconciliables et résoudre l'antagonisme irréductible des classes.

De cette "démonstration", les bourgeois, bien entendu, se moquent allègrement. Ce n'est pas eux, en définitive, qu'elle vise, mais la grande masse désorientée que tous les gens en place, des ministres jusqu'au dernier chefailon syndical, sait fort habilement détourner d'une révolte sociale qui signifierait en premier lieu la fin de tous leurs jobs.

## A LA RHODIACETA

"bonne tenue" des grévistes, ont été beaucoup plus discrets sur cet aspect "honnête" du mouvement. Cependant le peu d'information qui en a transpiré dans leurs colonnes suffit à confirmer la signification de la "rébellion" des "4x8" : ce fut une explosion éphémère, mais authentiquement prolétarienne, d'une catégorie qui n'entendait pas accueillir toute braise les "résultats" dérisoires d'une longue et vigoureuse action. Pour nous qui savons ce qu'est devenu aujourd'hui le "syndicalisme ouvrier", l'attitude prise par ces directions syndicales devant ces événements ne laisse aucun doute sur leur signification. Ces directions ne se sont pas bornées à sacrifier les intérêts matériels de la catégorie la plus combattive, elles ont dénaturé et calomnié le sens de son "indiscipline". Cette "indiscipline", au moment du refus d'ouvrir les portes avait provoqué de sérieuses bousculades, que la grande presse a évoquées, parlant "d'incidents graves". Ce qui fut grave en fait c'est que l'organisation dite ouvrière diffame ses membres les plus actifs en invoquant la présence parmi eux de provocateurs. Mais il lui a fallu pourtant reconnaître dans la "presse-amie", que des ouvriers avaient l'essenti "quelque rancœur à ne pas avoir obtenu la victoire sur toutes les revendications posées" ; il lui a fallu admettre, implicitement, que les "provocateurs" étaient assez nombreux puisque l'accord intervenu n'a pas réglé immédiatement la reprise du travail et il a fallu tenir deux grands meetings "pour expliquer la teneur et la portée de l'accord" (étant sans doute admis que les ouvriers modernes ne sont pas assez grands pour juger eux-mêmes, d'après les résultats d'une grève, s'ils l'ont gagnée ou perdue !)

Sans aucune vergogne, un communiqué du Bureau confédéral de la C.G.T. déclarait peu après que « l'accord intervenu constitue un succès appréciable pour l'ensemble des travailleurs » et que le patronat « a dû finalement accepter ce que les organisations syndicales n'ont cessé de préconiser : le règlement des revendications par voie de négociation ». Trahisons en langage de classe : encore une fois et en dépit du sursaut courageux d'une catégorie, la lutte ouvrière a été efficacement sabordée par les tractations entre syndicats et patrons.

# L'ANNÉE 1917

(Suite de la page 3)

qui consistent dans la libération immédiate de toutes les colonies et de tous les peuples opprimés ou lésés dans leurs droits ; 3) nous commencerons sans tarder et nous achèverons l'émanipation des peuples opprimés par les Grands-Russes ; 4) nous ne nous dissimulons pas un instant que ces conditions seraient inacceptables non seulement pour la bourgeoisie monarchique d'Allemagne, mais aussi pour la bourgeoisie républicaine, et non seulement pour l'Allemagne, mais aussi pour les gouvernements capitalistes de France et d'Angleterre" (Lénine : "Lettre d'adieu aux ouvriers suisses", 26 mars - 8 avril 1917).

Était-ce la du pacifisme ? Était-ce la un programme de "démocratie mondiale" ? Même la libération des peuples de Russie victimes de l'oppression politique et religieuse du tsarisme fut l'œuvre exclusive du prolétariat et le résultat de sa victoire sur le Capital ! Pacifisme encore la paix de Brest-Litovsk signée par la jeune république des Soviets avec l'Allemagne ? 40 ans de stalinisme ont présenté cet épisode comme un témoignage irréfutable du "désir de paix" de la Russie et l'on a sacrifié à une prétendue politique de bon voisinage et de relations pacifiques avec tous les Etats la mémoire de Trotsky qui eut, à Brest-Litovsk, le seul "tort" de faire traîner les pourparlers dans l'espoir que la révolution allemande ne tarderait pas à planter ses baïonnettes dans le dos des plénipotentiaires du Kaiser. Que n'a-t-on pas écrit par la suite contre les guerres révolutionnaires et la possibilité pour le prolétariat d'en venir à "exporter" par les armes sa propre révolution qui est internationale et ne pourra triompher qu'à l'échelle du monde. Lénine l'a assez dit : aucun principe sacré n'a déterminé la Russie prolétarienne à signer la paix de Brest-Litovsk, mais seul le rapport des forces l'y a conduite. Dans sa lettre de 1917 aux ouvriers suisses, il envisage ainsi l'avenir en cas de victoire en Russie : « Nous aurions à soutenir une guerre révolutionnaire contre la bourgeoisie allemande, et pas seulement allemande. Cette guerre nous la ferions.

Nous ne sommes pas des pacifistes. Nous sommes les ennemis des guerres impérialistes pour le partage du butin entre capitalistes, mais nous avons toujours déclaré qu'il serait absurde pour le prolétariat révolutionnaire de répudier les guerres révolutionnaires qui peuvent se révéler indispensables dans l'intérêt du socialisme ».

Quel est donc sur la question de la guerre le grand enseignement de la révolution d'Octobre ? C'est d'avoir liquidé tout pacifisme et d'avoir forgé pour toujours l'arme de classe du prolétariat : son défaut, son révolutionnaire. La veille social-démocratie et le pseudo-communisme mille fois plus "démocratique" et patriotard ont constamment exploité ce mensonge que la Commune de Paris se serait dressée au seul appel à la défense nationale et contre la seule trahison des Versaillais. Mais après cette première expérience historique et le sens que Marx en a donné dans "La guerre civile en France", il n'était déjà plus permis d'opposer les dernières illusions patriotiques des Communistes ni même les affirmations de Blanqui dans ses articles sur "La Patrie en danger", à l'esprit de cette révolution d'Octobre où un parti de classe nous a laissé l'exemple lumineux dans la théorie et dans la pratique d'un défaitisme révolutionnaire sans bavure. La clarté des idées et la résolution des hommes n'ont certes pas empêché l'œuvre de la contre-révolution qui vient identifier les mots d'ordre de Lénine et le pacifisme le plus écoulé. On a même trouvé pour cela dans l'œuvre de Lénine l'expression malheureuse de "pacifisme socialiste" employée pour faire contraste avec le pacifisme bourgeois. Mais où est donc le "dogmatisme", sinon dans la pénible exégèse qui oppose la lettre morte à l'histoire vivante des révolutions et s'efforce de faire marcher ce cadavre qu'est le pacifisme démocratique ? Voilà plusieurs décades que les renégats de Moscou, de Pékin et d'ailleurs prétendent faire vivre un "pacifisme socialiste". Il n'y a pas une virgule à changer dans la doctrine de Marx et de Lénine pour proclamer tout pacifisme étranger et hostile à l'idéologie de classe du prolétariat.

Vient de paraître :

## La question parlementaire dans l'Internationale communiste

Cette brochure rassemble les articles, thèses et discours principaux sur cette question émanant de la direction de l'I.C. (au II<sup>e</sup> Congrès en particulier) et de notre courant.

Ces textes prouvent avec éclat quelle trahison des buts, des principes et des moyens d'action communistes représente l'actuel "socialisme parlementaire" des "communistes" officiels, tout en faisant ressortir le bien-fondé des positions de notre courant qui dès 1920, proposait aux communistes des pays occidentaux une tactique de boycottage des élections.

La brochure de 60 pages : 4 F.

Commandes à u "Prolétaire"

## EN BREF...

Quelle belle affaire que la guerre au Vietnam ! De 1965 à 1966, les commandes du Pentagone ont augmenté de 10 milliards de dollars (50 millions de francs). Au cours de l'année dernière, les contrats pour fournitures militaires ont été passés sur le rythme suivant : 1er trimestre : 7,6 milliards de dollars ; 2me trimestre : 8 milliards environ ; 3me trimestre : 8,3 milliards ; 4me trimestre : 13,4 milliards. On obtient donc l'énorme total de 37,3 milliards pour l'année (186,5 milliards de francs).

46 % et les 200 plus grandes 60 % : 0,5 % des entreprises fournissent les trois quarts de la production totale !

On prévoit que dans dix ans les 200 plus grandes entreprises américaines et les 50 plus grandes en Europe et au Japon, contrôleront ensemble plus de la moitié de la production et du commerce mondiaux !

Mais, à en croire les "économistes sérieux", Marx est dépassé...

PERMANENCES A MARSEILLE

le mercredi 17 mai et le mardi 23 mai, de 17 h. 30 à 20 h. 30 au siège du journal, 7, cours d'Estienne-d'Orves.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS PEUVENT Y PRENDRE CONTACT AVEC NOUS.

Parallèlement, la marche inexorable de la concentration capitaliste continue. Aux U.S.A., en 1966 plus de 1.000 fusions de sociétés ont été enregistrées. Sur les 200.000 entreprises existantes, les 20 plus grandes contrôlent 25 % de la production nationale, les 50 plus grandes,

# L'année 1917

C'est un vieux mensonge répandu par le stalinisme et la mythologie des fronts populaires que d'attribuer la victoire d'Octobre à une prétendue "union" que les bolcheviks auraient su réaliser entre les objectifs de classe du prolétariat russe et « une série d'autres mouvements ». Octobre fut la victoire d'un parti et d'une classe sur tous les autres mouvements mis en branle par la révolution russe ! Voici ce qu'a écrit Lénine de l'unanimité avec laquelle bourgeois, moujiks et prolétaires accueillirent la révolution de Février : « Si la révolution russe l'a emporté si facilement, c'est seulement parce qu'à la faveur d'une situation historique fort originale, il y a eu **fusion** et même fusion remarquablement "unanime" de courants absolument différents, d'intérêts de classe absolument hétérogènes, d'aspirations politiques et sociales absolument opposées » ("Lettre de loin" du 7/20 mars 1917). Telle était l'unité républicaine de 1917. Elle existait seulement ce que les marxistes avaient toujours défini comme le caractère double de la révolution russe : la guerre mondiale avait "uni" contre le tsarisme le prolétariat socialiste, la paysannerie en lutte pour la terre et jusqu'à la grande bourgeoisie poussée par l'Entente à prendre ses responsabilités politiques devant les défaites militaires du tsar et les bruits de négociations avec l'Allemagne.

Ce que la guerre avait fondu en un « même courant révolutionnaire », il appartenait aux bolcheviks de le dissoudre et de le disperser : de battre tour à tour les cadets, les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires et de dissocier la lutte du prolétariat du vaste mouvement républicain de février 1917. Voilà pourquoi Octobre a vaincu ! Le malheur pour Cogniot et ses pairs veut que la question de la guerre et de la paix sur laquelle les pacifistes de toutes confessions bavardent aujourd'hui avec une telle unanimité, ait justement représenté à l'épreuve de la révolution la pierre de touche des intérêts de classe, la ligne de démarcation entre le communisme internationaliste et tous les autres courants. Où était, en 1917, le « mouvement du peuple entier pour la paix » ? Il y avait Miloukov assurant la France et l'Angleterre de la « détermination de tout le peuple à mener la guerre mondiale jusqu'à la victoire finale ». Il y avait le "socialiste" Kérénsky, ministre de la Guerre chargé de préparer l'offensive de printemps sur le front russe. Il y avait tous les partis de "gauche" devenus bellucistes enragés sous prétexte de « défendre les conquêtes de la Révolution ». Et seul contre tous, le parti bolchevik appelait les masses à la défaite de la patrie, à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Cette lutte était aux antipodes du pacifisme. Elle était une lutte politique de classe, comme le montre Lénine dans une « lettre de loin » polémiquant contre les illusions pacifistes de Gorki :

« L'ouvrier allemand voit maintenant la monarchie belluciste remplacée en Russie par une république belluciste, une république de capitalistes désireux de poursuivre la guerre impérialiste et qui approuvent les traités de brigandage conclus par la monarchie tsariste.

Jugez-en vous-mêmes : l'ouvrier allemand peut-il faire confiance à une telle république ?

Dans une des nombreuses brochures consacrées au cinquantième de la révolution russe de 1917, nous lisons sous la plume de G. Cogniot : « Si la Révolution d'Octobre a triomphé, l'une des raisons en est que le Parti bolchevik sut unir en un même courant révolutionnaire la lutte du prolétariat pour le socialisme, force décisive de la société, et une série d'autres mouvements, au premier rang desquels le mouvement du peuple entier pour la paix » (« La Révolution d'Octobre et la France » Ed. Soc. p. 17). Dans le même chapitre, Cogniot ramène la victoire du prolétariat russe et sa signification internationale à une « invitation à lutter pour la paix avec des méthodes nouvelles, sans s'en remettre aux gouvernements capitalistes et à leur diplomatie, mais en suscitant l'intervention directe des masses les plus laïques » (p. 22). Un peu plus loin enfin il présente toute l'œuvre de Lénine comme vouée essentiellement à la « cause sacrée de la paix » : la dénonciation des accords secrets de l'impérialisme tsariste, le décret sur la paix, la déclaration des droits des peuples de Russie, le traité de Brest-Litovsk ou les contrats commerciaux passés par la jeune république des Soviets avec les pays capitalistes sont autant de jalons, pour le démocrate bourgeois, sur le chemin qui a

conduit la Russie de Lénine à la politique actuelle de « coexistence pacifique » avec l'impérialisme mondial. Et Cogniot n'hésite pas une seconde à travestir le détatisme révolutionnaire des bolcheviks en un pur pacifisme bourgeois, de même qu'il attribue à cette révolution qui n'avait pour but de démolir le système capitaliste établi le programme qui n'avait que l'ordre international conforme aux "principes" d'humanité et de démocratie ainsi qu'aux vœux des encyclopedes parisiens : « un programme de rapports véritablement nouveaux entre les nations, à base d'égalité » (p. 22).

Il y a si peu de continuité entre le bolchevisme et la politique de ses prétendus héritiers, entre le monde de la "coexistence pacifique" et celui qui portait en germe une révolution tronquée faute d'avoir pu vaincre dans toute l'Europe, que les renégats et les communistes ne parlent plus le même langage. Là où Lénine entendait « transformer la guerre impérialiste en guerre des classes », le stalinisme ne parle que de « lutte pour la paix » ; là où Lénine reconnaissait la nécessité d'un répit provisoire dans l'affrontement armé du prolétariat et du capital, Moscou voit le principe d'une coexistence éternelle et les fondements sacrés d'un nouvel ordre mondial. Mais le "communisme" des

Cogniot, Thorez et consorts n'a pas seulement renié Lénine en parole ; il l'a renié dans les faits, chaque fois que la guerre est apparue avec toute sa signification de classe comme l'ultime recours de la société bourgeoise pour assurer sa propre conservation. On oubliera alors tous les serments pacifistes et jusqu'à ses propres "analyses marxistes" qui présentaient pourtant la guerre comme une guerre impérialiste. Et avec plus d'empressement que les social-traités de 1914, le stalinisme court aux armes pour la défense de la civilisation, de la Démocratie et même des vieux empires coloniaux les plus irrémédiablement condamnés par l'histoire. Après Marx et Lénine, après les contradictions apportées par tant de guerres et de révolutions, il n'y a plus rien à dire sur l'idéologie, la nature et l'inconséquence du pacifisme. La guerre du Vietnam le prouve une nouvelle fois : celui-ci ne doit son existence d'aujourd'hui qu'à la violence despotique de son maître, le Capital. C'est pourquoi il importe beaucoup plus aux communistes irrédutibles de montrer, aujourd'hui dans la théorie, et demain dans la pratique, le caractère de classe du détatisme révolutionnaire, tel que l'Octobre russe en a donné l'exemple et tel qu'il s'imposera de nouveau à la conscience et à l'action politique du prolétariat.

## PACIFISME INTERCLASSISTE OU DÉFATISME RÉVOLUTIONNAIRE ?

Jugez-en vous-mêmes : la guerre pourra-t-elle continuer, la domination des capitalistes pourra-t-elle se maintenir sur la terre, si le peuple russe, aidé aujourd'hui comme hier par les souvenirs vivaces de la grande révolution de 1905, conquiert son entière liberté et remet tout le pouvoir d'Etat aux Soviets des députés ouvriers et paysans ? ("Lettre de loin" du 12-25 mars 1917 : « Comment obtenir la paix ? »).

Il faut être le pire des philistins pour voir dans la propagande et le

combat du bolchevisme en 1917 une « lutte pour la paix ». Le défatisme des communistes fut une lutte pour la révolution, pour la confiance et la solidarité de classe du prolétariat mondial contre la bourgeoisie. Et lorsque le soldat russe, c'est-à-dire le paysan en armes aussi bien que l'ouvrier socialiste, « vota pour la paix avec ses talons », ce ne fut pas la victoire d'un pacifisme interclassiste, mais le ralliement au moujik le plus obscur au programme révolutionnaire du prolétariat.

## LE STALINISME EN 1917...

défaitisme révolutionnaire se ramène à ce fait : ne pas « s'en remettre aux gouvernements capitalistes et à leur diplomatie », mais « susciter l'intervention directe des masses les plus laïques ». Nous ne demandons pas à Cogniot si les conférences au sommet, les palabres de l'O.N.U. ou encore les engagements économiques et sociaux de la « coexistence pacifique » entre États sont toujours compatibles avec « l'intervention directe des masses ». Mao Tsé-toung l'a assez fait depuis quelques années, tirant un bilan de faillite de ce pacifisme "renoué". Et nous n'avons pas cherché à Pékin une quelconque orthodoxie marxiste sur la question. Le suc des polémiques a ce sujet n'est même pas l'obscure discussion sur l'inévitabilité des guerres en régime capitaliste, qu'aucun socialiste de la Deuxième Internationale n'aurait même osé soulever. Russes et Chinois sont assez pacifistes pour croire qu'en l'an de grâce 1967 les guerres peuvent être évitées. Mais à Moscou l'on s'en remet à la "bonne volonté" des gouvernements et à la diplomatie internationale ; alors qu'à Pékin l'on s'efforce encore de faire vivre le pacifisme. Ici l'on continue à vouloir mobiliser autour de ses sermons « les masses les plus larges » ; là, on se borne désormais à mobiliser les cargos, les wagons de marchandises et les billets de banque.

Laissons ces modernes engins pour suivre leur marche "pacifique" et avertissons-nous un instant sur ces derniers "marcheurs de la paix", animaux vraiment préhistoriques dans un monde aussi "civilisé".

## PRISE D'ASSAUT OU "PRESSIONS" REFORMISTES ?

armes contre son propre gouvernement épaignant ainsi à la Russie républicaine les inconvénients d'une trop cossaque défaite ? Pour Staline donc "Tsaue", le fin mot de la "lutte pour la paix" (la lutte pour le socialisme n'est toujours pas à l'ordre du jour !), c'est la "pression" exercée sur les gouvernements pour qu'ils proclament leurs bonnes intentions. Sur une telle voie il n'y a eu de révolution d'Octobre !

Voici ce qu'écrivait Lénine de ces "nouvelles méthodes" dans la lettre citée plus haut contre le pacifisme de Gorki : « Inviter le gouvernement Goutchkov-Miloukov à conclure au plus tôt une paix honnête, démocratique et de bon voisinage, c'est inviter le "bon curé" du village qui, dans son sermon, invite les hobereaux et les marchands à vivre "selon la loi divine", à aimer leur prochain et à présenter la joue droite quand on les frappe sur la joue gauche. Les propriétaires fonciers et les marchands écoutent le sermon et continuent à opprimer et à spolier le peuple, en

Tels seraient donc les monstres qu'a enfantés la révolution d'Octobre ? Ne s'harmonisent-ils pas à « susciter l'intervention directe des masses » pour persuader ou même "contraindre" les gouvernements à exaucer leurs vœux ? Cette "méthode nouvelle" que le stalinisme a illustrée pendant ces décades sans le moindre succès est parfaitement cohérente avec les positions qui furent celles de Joseph Staline en mars 1917.

Que le lecteur ici nous pardonne ! Dans cette rubrique consacrée aux grandes pages de l'année 1917, la polémique contre 40 ans de trahison nous oblige à citer des textes, des positions, des hommes que l'histoire avait laissés de côté sur la voie magistrale de Lénine, mais que la contre-révolution a ressortis en leur coin et une stature et une "génialité" qu'ils n'eurent jamais. Tout cela montre combien est long et difficile le chemin qui reconduira les prolétaires aux traditions historiques de l'année 1917.

Quelle était donc la position de Staline avant les fameuses "Thèses d'Avril" ? Le détatisme révolutionnaire était si peu l'affaire de "tout le peuple" que même au sein du parti bolchevik ce mot d'ordre lancé dès 1914 ne fut pas l'unanimité en février 1917. Certains militants déclarèrent qu'avec la chute du tsarisme et l'instauration de la république, il importerait de ne plus appeler les masses au défaitisme, mais bien au contraire de « défendre la Révolution » devant l'ennemi. Comme toujours Staline prit une position moyenne qu'il

admirant l'habileté du "bon père" qui sait consolider et assés les "braves petits moujiks" (Lénine : "Lettre de loin" du 12-25 mars 1917).

En 1924, redoutant que la méthode des "pressions" gouvernementales ne compromette définitivement l'action révolutionnaire de l'Internationale communiste, Trotsky tira cette leçon de l'année 1917 : « On ne peut conquérir le pouvoir en suivant la voie des réformes. Par une "pression" on ne peut contraindre la bourgeoisie à changer sa politique sur la question dont dépend tout son sort. La guerre a créé une situation révolutionnaire justement parce qu'elle n'a plus laissé de place à une "pression" réformiste. On ne peut faire bloc avec la bourgeoisie, ou l'on doit mobiliser les masses contre la bourgeoisie dans le but de lui arracher le pouvoir. Dans le premier cas, on pouvait obtenir de la bourgeoisie telle ou telle concession en politique intérieure, mais cela supposait un appui illimité à sa politique étrangère impérialiste. C'est

Tel est le point de départ du programme révolutionnaire des soldats : d'abord la paix, ensuite la terre ». Tournant décisif où la guerre va rallier le paysan-soldat au défaitisme du prolétaire et faire passer au premier plan de ses préoccupations non pas ses intérêts de classe (la terre), mais les mots d'ordre les plus avancés du socialisme international que l'on taxait quelques années plus tôt de vaine utopie de folie sectaire. Nous sommes loin du pacifisme d'aujourd'hui, pas "sectaire" du tout, mais mille fois plus utopique !

voulait essentiellement "pratique". On la trouve énoncée pour la première fois dans l'article "Sur la guerre" publié par la "Pravda" du 16 mars 1917. Après avoir appelé que le renversement du tsarisme n'a nullement changé le caractère de la guerre et qu'il serait honteux que les socialistes russes suivent l'exemple des Français et des Allemands, Staline écrit :

« Quelles sont les mesures pratiques qui peuvent conduire à une prompt cessation des hostilités ? »

Avant tout, il ne faut pas de doute que le simple mot d'ordre : « A bas la guerre ! » est absolument impraticable, car ne sortant pas des limites d'une propagande des idées de paix en général, il ne peut nous donner aucune influence pratique sur les forces belligères prompt cessation des hostilités ?

Ensuite, on ne peut manquer de saluer l'appel lancé hier par le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd aux peuples du monde entier les invitant à contraindre leurs propres gouvernements à faire cesser le massacre. Cet appel, s'il parvient jusqu'aux larges masses, ramènera sans conteste des centaines et des milliers d'ouvriers à ce mot d'ordre oublié : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Néanmoins, il faut remarquer qu'il ne nous conduira pas directement au but (...)

Où est donc l'issue ?

L'issue est de faire pression sur le Gouvernement provisoire en exigeant qu'il se déclare d'accord pour ouvrir immédiatement des pourparlers de paix » (Staline, "Œuvres", Moscou 1951, T. 3, p. 7-8)

justement pourquoi dès le début de la guerre le socialisme réformiste se transforma ouvertement en impérialisme socialiste. C'est justement pourquoi, les vrais révolutionnaires furent obligés de fonder une nouvelle internationale » (Trotsky "Les leçons d'Octobre")

Dès 1914, Lénine traça cette ligne d'octobre du défaitisme révolutionnaire que les social-patriotes jugeaient "chémérique" et "insensées". Mais face à ceux qui cherchaient l'efficacité dans les gouvernements bourgeois de "défense nationale" ou dans les méthodes de "pression" de pacifistes à la Staline, les bolcheviks ne manquèrent pas de souligner que leur programme était précisément "impraticable" si l'on maintenait le système capitaliste. Lénine l'avait dit en 1914 : il le répète en 1917 : « Que ferait notre parti si la révolution le portait sur-le-champ au pouvoir ? Nous avons répondu : 1) nous proposerions aussitôt la paix à tous les peuples belligères ; 2) nous publierions nos conditions de paix

(Suite en page 2)

(Suite de la première page)

Au Vietnam, les U.S.A. défendent des intérêts américains vitaux et même plus que cela ; le système impérialiste mondial. Et c'est eux précisément qui doivent le défendre avec la dernière énergie, parce qu'ils sont la clé de voûte de ce système : le gendarme mondial de l'impérialisme. Leurs galons, c'est dans la seconde guerre mondiale qu'ils les ont gagnés, avec l'aide de tous les "anti-fascistes" démocrates, "communistes" en tête, qui pleurent aujourd'hui sur les conséquences normales de cette guerre, mais qui, alors, "communistes" toujours en tête, applaudissaient à tout rompre au triomphe des "Libérateurs" envoyés par la Grande Démocratie américaine alliée à la Grande Patrie du socialisme.

La première guerre mondiale fut interrompue par la révolution d'Octobre 1917 et le choc en retour qu'elle provoqua en lançant à tous les prolétaires sous l'uniforme de leurs bourgeoisies respectives, ses mots d'ordre fulgurants : « A bas les nations ! Vive l'internationalisme prolétarien ! Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile pour la dictature du prolétariat ! ». Au cours de la deuxième guerre mondiale et lors des grandes manœuvres préliminaires de la guerre d'Espagne, la bourgeoisie put au contraire poursuivre sans entrave son œuvre de destruction et de mort. Si la révolution russe avait bien ébranlé le monde bourgeois, le prolétariat occidental ne put le jeter bas : vaincue en Europe et en Orient, la révolution mourut en Russie. Le nationalisme bourgeois de Staline liquida l'internationalisme de Lénine et les partis qui continuaient à s'appeler "communistes" reprirent à leur

# La guerre du Vietnam

compte l'union sacrée des social-traitres de la première guerre. Les armées impérialistes n'eurent pas de meilleurs sergents-recruteurs.

Car la seconde guerre fut une guerre impérialiste "normale" qui ne doit rien au fanatisme et à la mégalomanie du "monstre" Hitler, pas plus que la guerre du Vietnam n'est déterminée par l'entêtement de Johnson ou les complots des "vautours" du Pentagone. (Est-il du reste si difficile à ces "communistes" qui se réjouissaient naguère de ce que le "modéré" Johnson ait triomphé du "va-t-en guerre" Goldwater de comprendre que, si le capitalisme engendre nécessairement la guerre, il engendre du même coup toutes les "monstruosités" qui lui sont liées ?) Des nations au développement industriel impétueux, mais privées de débouchés et de colonies (Allemagne et Japon) se heurtèrent aux métropoles d'empires coloniaux démesurés (France, Angleterre). Les "démocraties" triomphèrent du "fascisme", mais au prix de destructions qui les laissèrent momentanément sans forces : leurs empires n'y survécurent pas et ce fut la "décolonisation" tant vantée par les démocrates, pour qui le summum du progrès est la nation souveraine, dotée de sa police, de son armée et de ses diplomates. L'U.R.S.S., de son côté, se jetait sur le butin des démocraties populaires qui venaient compenser les millions de cadavres d'ouvriers et de paysans russes que foulèrent allégrement les diplomates "soviétiques" pour se rendre aux réunions de l'O.N.U., la "caverne

des brigands" stigmatisée par Lénine.

Épargné par les destructions, fournisseur inépuisable d'armes de toutes sortes pendant le conflit, l'impérialisme américain restait le grand triomphateur du massacre. Les dollars du Plan Marshall affluèrent vers le vieux monde, le gigantesque arsenal productif se reconvertit et put continuer à tourner à son rythme infernal pour faire face aux besoins de la reconstruction. Le colonialisme européen était moribond. A travers les sanglants soubresauts de son agonie, l'impérialisme yankee occupa la place laissée vide. Par un processus inéluctable, le Libérateur démocratique devenait le gardien de l'ordre bourgeois dans le monde.

Personne aujourd'hui ne songe à nier que l'écart entre le développement des pays industrialisés et celui des pays sous-développés ne se soit creusé au lieu de tendre à se combler. Qu'est-ce que cela signifie, sinon que la libération purement politique, l'indépendance formelle des nations ne résoud aucun des problèmes posés par la domination de l'impérialisme mondial ? Au reste, la simple indépendance formelle devient aujourd'hui aléatoire, comme l'exemple du Viet-Nam l'illustre tragiquement. Les rapports entre les grandes puissances ont évolué. La victoire totale des Etats-Unis dans la guerre les obligeait à renflouer l'Europe, non par solidarité démocratique, mais par souci de l'ordre et pour que continue à fonctionner la machine à profit d'outre-Atlantique. De-

puis, l'Europe du Marché Commun, entraînée par l'Allemagne fédérale qui talonne maintenant les U.S.A. sur le marché mondial, est devenue un concurrent ; l'U.R.S.S. également, bien qu'à un degré moindre ; la Chine le sera après-demain et déjà la Russie et l'Amérique dressent autour d'elle leur cordon sanitaire.

C'est ce contexte historique qui détermine le conflit vietnamien. Les insurrections nationales ne peuvent manquer de se produire, l'impérialisme ne peut plus les tolérer au stade atteint par la concurrence inter-impérialiste, mais il ne peut les écraser totalement, pas plus qu'elles ne peuvent desserrer son étreinte. Au fond de l'impasse, la crise et la guerre attendent : l'impérialisme ne connaît pas d'autre "solution".

Face à une telle situation, réclamer à cor et à cris l'indépendance du Vietnam ou collecter un milliard pour lui en faire don, c'est, dans le meilleur des cas, se payer de mots, se boucher les yeux et les oreilles pour éviter de comprendre que la question vietnamienne est insoluble en tant que question isolée.

Faire croire le contraire, même involontairement, c'est reculer d'autant la véritable solution qui ne peut venir que de l'intervention révolutionnaire du prolétariat dans les principaux pays impérialistes. Luther King le sait, quant à lui, et en homme d'ordre qu'il est, il s'empresse de dissocier le mouvement des noirs aux U.S.A. de l'agitation pacifiste. Certains, apparemment plus radicaux, propo-

sent l'envoi de brigades internationales au Vietnam. La proposition inverse serait plus sérieuse ! Si le Vietnam crève, ce n'est certes pas par manque de combattants ni parce que leur détermination chancelle ; il s'agit de ce que l'impérialisme a ses arrières bien solides et cela est assuré, entre autres facteurs, par la complicité de fait de tous les dirigeants du mouvement ouvrier, politique ou syndical.

Là est le véritable problème. Nul enthousiasme généreux, mais vague, ne peut aider à le résoudre. Il n'y a pas de miracle historique. Les révolutions, pas plus que les partis révolutionnaires qu'elles exigent pour leur accomplissement, ne se fabriquent à volonté. Il y a la lutte persévérante, opiniâtre d'une avant-garde qui aura su, par sa fidélité inébranlable aux buts d'ensemble du mouvement révolutionnaire communiste, tirer les enseignements des luttes passées et surtout des défaites passées. Un de ces enseignements fondamentaux, c'est qu'il n'y a pas de troisième voie entre la dictature mondiale de l'impérialisme et la dictature révolutionnaire du prolétariat et que toute concession au démocratisme, à la fable de l'"égalité des nations indépendantes", renforce la première et diminue donc les chances de la seconde.

Il n'est pas d'autre "aide" possible au Vietnam, à tous les autres peuples écrasés que de travailler à la reconstruction du parti communiste. La voie est longue et difficile. Il n'en existe pas d'autre. La caractéristique fondamentale de l'opportuniste, écrivait un jour Trotsky, est l'incapacité d'attendre !

Elle le condamne à se soumettre, malgré toutes ses protestations, à l'ordre bourgeois qu'il prétend combattre.

## REMEDES BOURGEOIS à la crise capitaliste

(Suite de la première page)

voquant les indemnités de licenciements, les retraites, l'augmentation des allocations de chômage. (N'est-ce pas la chose identique aux "départs volontaires" que les syndicats en Italie "conseillaient" récemment à leurs adhérents pour "réduire" le nombre de chômeurs ? N.d.R.). En même temps il présente un plan de participation aux bénéfices destiné à gagner à la direction les travailleurs encore employés par l'entreprise.

En France, sur une échelle beaucoup plus réduite, il ne s'est passé rien en somme de très différent lors de la dernière crise dans la construction navale. La fermeture des Chantiers de Fort-de-Bouc, qui a transféré une partie du personnel — et tous les dirigeants syndicaux — aux chantiers "plus rentables" de La Cote d'Azur a abandonné à leur sort les licenciés ; comme si, en matière de "solution" à la crise et de complicité syndicale avec cette solution, les conflits sociaux en France n'étaient que le micro-film de ceux de l'American Motors ou de la Chrysler. Il suffit de poursuivre la lecture de Boggs, d'ailleurs, pour se convaincre que les solutions bourgeoises de la crise capitaliste sont également désastreuses pour ceux qu'elle frappe et pour ceux qu'elle épargne. Que deviennent en effet les ouvriers qui travaillent ? « Aujourd'hui — écrit Boggs — les travailleurs fournissent en huit heures l'effort physique qu'ils faisaient autrefois en douze. A 6 h. 30, c'est-à-dire une demi-heure avant le début effectif du poste de jour, on peut voir les ouvriers procéder à la mise au point des opérations de travail de façon à ne pas perdre de temps pendant les heures pour lesquelles ils sont payés. Ils ont peur d'aller aux toilettes, de boire un verre d'eau, de demander un congé pour se rendre aux funérailles d'un parent. S'ils refusent de faire des heures supplémentaires, ils reçoivent un blâme et sont mis à pied un jour ouvrable normal ».

Mais ces dernières précisions ne sont-elles par déjà le penant exact de ce qui se passe "chez nous" ? Dans les entreprises où ne trouve pas d'embauche qui ne veut pas faire 55 heures par semaine ? Chez les dockers dont les syndicats ont signé un accord "fin-de-grève" impliquant l'acceptation des "conditions normales de travail", c'est-à-dire, le travail du samedi après-

midi, du dimanche et de nuit ? Le présent de l'Amérique annonce ici le futur d'une Europe qui s'engage sur la même voie.

Le capitalisme américain est gangrené par le chômage, mais ses porte-parole se rassurent en déclarant qu'ils possèdent contre lui un "amortisseur". « Et quel est cet amortisseur ? » se demande Boggs. Nos lecteurs vont voir tout de suite qu'il est exactement la même chose que ce que proposent nos beaux messieurs du "colloque" évoqué au début : Cet amortisseur, « C'est précisément ce que ces mêmes capitalistes ont si longtemps refusé de céder, ce que les travailleurs n'ont pu arracher qu'au prix d'une lutte longue et acharnée : la sécurité sociale, les retraites, les indemnités de licenciements, les allocations de chômage, la bienfaisance, les œuvres sociales ». Eh bien, ce que les capitalistes américains ont si longtemps refusé à leurs ouvriers, les progressistes distingués l'offrent tout de suite aux ouvriers français. Voyons donc quel est le contenu social de cette générosité.

« Mais que deviennent ces millions de chômeurs qui n'ont jamais été rappelés par l'entreprise et qui ont touché toutes les indemnités auxquelles ils ont droit ? Le gouvernement peut, lorsqu'il craint des actes désespérés, prolonger périodiquement de quelques semaines la durée de leurs droits aux allocations, et pour finir, il y a la prévoyance sociale dont la plupart d'entre eux dépendent ». A défaut de sauver les chômeurs de la ruine et de la déchéance, cette sorte de "prise en charge", à des taux nécessairement faméliques des sans-emploi par les finances publiques, a du moins pour résultat immédiat de dresser contre eux — comme le note Boggs — la masse des contribuables. Et les jeunes, ceux qui manquent de travail avant même d'avoir trouvé un premier emploi, les "chômeurs-nés" en quelque sorte ? « Il y a toujours la ressource — dit Boggs — de l'armée de masse, de l'armée de temps de paix qui, tout comme l'automatisme, n'existent pas dans les périodes antérieures. » Cette armée, précise l'auteur est « la plus grande armée de paix qui soit au monde... » Les Etats-Unis, qui ignoraient autrefois le militarisme, mais qui, en tant que gendarme mondial du capitalisme ayant toujours en quelque point du globe quelque révolte à incinérer au napalm, ont pu uti-

liser ce moyen, nouveau pour eux, de résorption du chômage. Mais ce procédé n'est plus applicable dans la vieille Europe où, dieu merci, il y a bien longtemps qu'il fonctionne et où seule la "vraie" guerre peut encore absorber du monde.

Si les Etats-Unis nous fournissent, au travers de ce témoignage, l'antisipation du sort qui peut devenir, sauf vigoureuse riposte de leur part, celui des prolétaires d'Europe, c'est parce que le capitalisme américain, en raison de sa colossale puissance économique, aborde le premier, et à fond, toutes les conséquences sociales de cette hypertrophie productive. Rappelant que la pratique des heures supplémentaires est en contradiction absolue avec les intérêts généraux des travailleurs, Boggs constate :

« A maintes reprises (les ouvriers) ont eu à choisir entre l'acceptation et le refus des heures supplémentaires et leur décision s'est ordinairement exprimée en ces termes : « Au diable les sans-travail ! Ne laissons pas échapper une occasion de nous faire un dollar de plus ! ». Et plus loin : « Arrivée à ce point, la conscience de classe des ouvriers tend à s'écarter de ce qui est traditionnellement tenu pour sa qualité essentielle, de l'hostilité dirigée vers l'extérieur, contre le nemi de classe, pour se concentrer sur des antagonismes, des luttes et des conflits qui opposent des travailleurs ».

Nous connaissons déjà, en Europe, sans que l'automatisme y soit aussi répandue qu'aux U.S.A., ces "coupures", ces antagonismes entre catégories de travailleurs. N'est-ce pas le cas des rapports réciproques entre travailleurs du pays et travailleurs "étrangers" ? Mais cette division, calquée le plus souvent sur la division du travail entre manœuvres et spécialistes, n'a pas encore l'acuité dramatique qu'elle manifeste aux U.S.A. où, de par les méfaits de l'automatisme, elle dresse les ouvriers pourvus d'emploi contre ceux qui l'ont perdu. La rupture en effet se dessine, comme le note Boggs, entre les ouvriers pourvus de travail et les chômeurs, que les premiers nommés considèrent comme des "enquiquineurs", des "éléments perturbateurs" ; encouragés en cela par les syndicats sclérotisés qui interdisent aux chômeurs tout contact avec les ouvriers pourvus d'emploi. « Pourtant, relève Boggs, ces mêmes ouvriers qui traitent d'"enquiquineurs" leurs

camarades, savent exactement quelles sont leurs propres chances. Dans l'usine-type de l'industrie automobile actuelle, ce sont, pour nous en tenir à cet exemple, d'anciens contremaîtres qui constituent près du tiers de la main-d'œuvre ». On voit par là que, pour aggraver le conflit entre ouvriers, le patronat sélectionne, au moins en grande partie, ceux qui appartiennent déjà à l'aristocratie ouvrière... tout en les dépouillant des prérogatives de cette catégorie.

La brochure de Boggs nous donne par ailleurs des détails intéressants qui illustrent le caractère mensonger des "solutions" qui peuvent être apportées aux méfaits du machinisme en régime capitaliste. « Nous entendons sans cesse parler, dit-il, de readaptation professionnelle, mais ceux qui posent ce problème savent bien que la n'est pas la solution. Dans le temps qu'il faut pour former les intéressés, sont introduites dans les entreprises des machines nouvelles qui rendent cette formation sans objet ».

Et Boggs cite le cas du dessinateur, aujourd'hui supplanté par une bande magnétique que "lit" un ordinateur transformant l'idée initiale en croquis.

La place nous manque ici pour reproduire tous les faits cités par Boggs et que nous pourrions utiliser pour démontrer notre thèse initiale si souvent développée ici sous ses divers aspects, à savoir le caractère inéluctable de la dégradation de la force de travail en fonction du perfectionnement technique, et l'aggravation de la division et de l'impuissance des ouvriers lorsque ces phénomènes surviennent en pleine phase de recul et de défaite du mouvement prolétarien. On pourra terminer par cette dernière citation de Boggs, qui résume assez heureusement une situation qui est celle de la classe ouvrière américaine et sera celle de tout le prolétariat mondial demain si la reprise de la lutte de classe ne déclenche pas l'offensive révolutionnaire contre le capitalisme et tous ses effets :

« ...Les sans-emploi, les chômeurs qui constituent cette nouvelle génération (celle de l'automatisme, N. d. R.) doivent maintenant fléchir, non pas à la façon de triompher des machines, mais à celle d'organiser la société et d'y réorganiser les rapports entre les hommes ». C'est une formule que, dans son expression lapidaire, nous pouvons faire nôtre. Nous aurons beaucoup à dire sur la façon dont Boggs la traduit en termes de critique et d'action politiques, et peut-être le dirons-nous à l'occasion. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agissait aujourd'hui.

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

1967

Liste N° 4

- Bepi de Venise, 10 ; Barbieri, 15 ; Mario Livan, 10 ; Paris, 39,70 ; Tony, 10 ; Désiré, 10 ; Claude, 10 ; Alain, 10 ; Hubert, 10 ; Maurice, 10 ; Jules, 10 ; Pierre, 10 ; Victor, 10 ; Jean, 10 ; Gino, 200 ; Suzanne, 50 ; Soutien René, 6 ; Vive la Dictature du Prolétariat, 10 ; Vive la Révolution, 10 ; A Bas les élections, 10 ; Dominique, 10 ; Vive le Prolétaire, 10 ; Soutien, Alain, 10 ; Alfred, 20 ; Arthur, 20 ; Fred, 1 ; Alexis, 1 ; Luc, 1 ; Edouard, 1 ; Charlot, 1 ; Toussaint, 1 ; Mathieu, 1 ; Julien, 1 ; René, 1 ; Louis, 1 ; Bernard, 1 ; Georges, 1 ; Salut à Romain, 10 ; Thomas, 10 ; Alfred, 17 ; Réunion Publique Marseille, 36,70 ; R. et R., 40 ; Petit Soutien, 2 ; X..., 5,75 ; Serge, 1 ; François, 1 ; Claude, 1 ; Gérard, 5 ; Didier, 1 ; Marius, 1.

Francs

Total Liste N° 4 .... 674,15

Total précédent .... 1.399,41

Total général ..... 2.073,56

**LE PROLETAIRE**  
est en vente dans les principaux kiosques LECTEURS AU NUMERO, achetez-le toujours dans le même kiosque ou mieux, ABONNEZ-VOUS : c'est le meilleur moyen de le recevoir régulièrement tout en nous aidant.

Directeur - Gérant  
F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »  
3 et 5 boulevard Desplaces  
M A R S E I L L E (X<sup>ème</sup>)

Dépôt légal 28794, déc. 63, Paris  
Distribué par les N.M.P.P.